



INTERNATIONALE DE
L'ÉDUCATION (IE)



INTERNATIONALE DES
SERVICES PUBLICS (ISP)



CONFEDERATION
SYNDICALE DES
TRAVAILLEURS/SES DES
AMÉRIQUES (CSA)



ITUC CSI IGB

CONFÉDÉRATION SYNDICALE
INTERNATIONALE
(CSI)

LE TRAVAIL DÉCENT, UN ÉLÉMENT ESSENTIEL À LA RECONSTRUCTION ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE À HAÏTI

Déclaration lors de la *Conférence internationale des donateurs – vers un nouvel avenir pour Haïti*

ONU, New York, 31 mars 2010

1. Le mouvement syndical international exprime sa profonde sympathie envers les victimes du tremblement de terre du 12 janvier à Haïti et réaffirme que le travail décent doit figurer au cœur des efforts de reconstruction et aider à esquisser un nouveau modèle de développement pour le pays. Il faut que la Conférence internationale des donateurs consacre d'importants moyens à de nouveaux mécanismes de développement durable qui placent les droits des travailleurs, la protection sociale et la création d'emplois décents en tête des priorités de l'agenda international.
2. La CSI représente 176 millions de travailleuses et de travailleurs au travers de 312 centrales syndicales nationales de 155 pays. Aux côtés de son organisation régionale, la CSA, des Fédérations syndicales internationales (FSI) et de nos organisations affiliées à Haïti, nous adhérons pleinement aux objectifs de cette conférence et nous lançons un appel en faveur d'un document final résolu assorti de promesses qui aideront à déployer des efforts véritablement mondiaux et pérennes en faveur de la relance et du développement durable. Les syndicats insistent pour que la communauté internationale, en ce compris le secteur privé et les organisations de la société civile, consulte les organisations de travailleurs et coopère avec ces dernières lorsqu'il s'agit de relancer les économies nationales et locales et d'assurer des moyens de subsistance, dans la mesure où l'agenda pour le travail décent constitue un élément essentiel pour parvenir à une stratégie de réponse complète pour le peuple haïtien.

À Haïti, la Confédération des travailleurs haïtiens (CTH) est affiliée à la CSI et à la CSA. La Confédération nationale des éducateurs d'Haïti (CNEH) est pour sa part membre de l'Internationale de l'éducation (IE) et la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP) est affiliée à l'Internationale des Services publics (ISP).

LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT CENTRÉ SUR L'AGENDA DU TRAVAIL DÉCENT ET LES EMPLOIS VERTS

3. Déjà avant le tremblement de terre, Haïti se caractérisait par un taux élevé d'activité économique informelle. Environ 90 % des travailleurs de l'industrie et du commerce travaillaient dans le secteur informel et le secteur public n'employait que 2 % de la main-d'œuvre active. La majorité des travailleurs étaient extrêmement pauvres et bon nombre d'entre eux étaient employés à des activités dangereuses ne nécessitant pas de qualifications. Le chômage reste un enjeu de taille au développement d'Haïti. Plus d'un million et demi de travailleurs étaient sans emploi avant la catastrophe, soit environ 16 % de la population totale ou 54,5 % de la main-d'œuvre.

4. Aujourd'hui, cette situation s'est encore considérablement aggravée. Outre les programmes d'aide actuels indispensables, il faut répondre à la crise haïtienne en créant des emplois. Il est essentiel que la communauté internationale accorde la priorité au retour des hommes et des femmes au travail et à la sauvegarde des emplois existants. Il importe que des programmes de création d'emplois se concentrent sur le transfert de compétences et le renforcement des capacités dans une perspective d'emploi à long terme. Les programmes de formation organisés par des syndicats pour des syndicats s'appuient sur les connaissances de formateurs expérimentés et garantissent que les travailleuses et les travailleurs haïtiens accèdent à des moyens de subsistance à long terme. Tous les programmes de création d'emplois et de formation doivent inclure les travailleuses et répondre à leurs besoins complexes de femmes qui travaillent et élèvent leurs enfants en cette période de relèvement au lendemain d'une catastrophe.

5. En ce qui concerne le maintien de l'emploi, nous demandons à la communauté internationale d'insister auprès de tous les employeurs, qu'ils soient privés ou publics, étrangers ou nationaux, sur le besoin de veiller à la sécurité d'emploi et à des conditions de travail décentes, y compris le paiement de salaires appropriés. Les industries clés du processus de reprise doivent établir une nouvelle norme salariale qui satisfasse aux besoins de base des familles. Le salaire minimum légal d'Haïti est insuffisant. Après le tremblement de terre, le coût de la vie a augmenté et les salaires doivent être ajustés à son niveau actuel. L'investissement dans un marché du travail dynamique est l'une des mesures les plus efficaces de relance économique que les gouvernements peuvent adopter. Du reste, la crise fait qu'il est impératif de mettre en place des normes qui maintiendront de hauts niveaux de production dans tous les secteurs possibles et amélioreront les conditions de travail de l'ensemble de la main-d'œuvre, sans discrimination.

6. Dans les domaines pour lesquels la reprise et la reconstruction sont déjà en cours, une attention particulière doit être apportée à l'emploi décent par la reconstruction des infrastructures, comme des logements, des écoles, des routes et des institutions de santé. Les activités générant beaucoup d'emplois, les programmes de travaux publics et les programmes travail contre rémunération ont toujours été et restent essentiels. Il faut que les projets d'emplois temporaires et d'urgence respectent les normes internationales du travail et prévoient des salaires suffisants sans qu'ils ne remplacent une politique durable d'emploi. Plus précisément, dans cette phase actuelle d'urgence, il est indispensable de respecter les droits liés aux conditions de travail, ainsi qu'à la santé et à la sécurité de ces travailleurs que le tremblement de terre a affaiblis au niveau psychologique et à ceux qu'il a estropiés.

7. Les programmes de reconstruction doivent s'efforcer de soutenir des projets de travailleurs pour des travailleurs et de syndicats pour des syndicats, et de renforcer les relations des

À Haïti, la Confédération des travailleurs haïtiens (CTH) est affiliée à la CSI et à la CSA. La Confédération nationale des éducateurs d'Haïti (CNEH) est pour sa part membre de l'Internationale de l'éducation (IE) et la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP) est affiliée à l'Internationale des Services publics (ISP).

organisations syndicales haïtiennes avec les instances internationales qui esquissent l'avenir du pays. Ce genre d'efforts doit être déployé dans le respect total du code du travail d'Haïti et des conventions de l'OIT, surtout les droits fondamentaux des travailleurs, de façon à garantir le droit à un salaire décent et à la protection sociale. Les travailleuses et les travailleurs haïtiens ont besoin d'emplois à long terme qui leur permettent de façonner leur avenir et de reconstruire leur vie avec leur famille. Les investissements publics en vue de mettre en place des services sociaux et un système éducatif public de qualité à tous les niveaux constituent des priorités à moyen et long terme de la reprise et du développement durable d'Haïti.

8. L'enjeu du développement exige que d'importants progrès inédits soient accomplis pour l'introduction de technologies écologiques. Le mouvement syndical international lance à cet effet un appel spécial à la communauté internationale des donateurs pour qu'elle envisage la création d'emplois verts novateurs pour Haïti en tant que principale priorité pour dynamiser le marché du travail, aider des milliers de personnes à surmonter la misère et la dégradation environnementale, et favoriser la capacité de résistance et les moyens d'existence de la population. La réactivation de l'agriculture et du secteur rural d'Haïti est également essentielle à son rétablissement. Il faut en effet que le pays, grâce à des programmes agricoles durables, récupère sa capacité à produire ses aliments tout en protégeant l'environnement. Avant le désastre, plus d'un million huit cent mille personnes recevaient une assistance alimentaire et plus de 40 % souffraient de malnutrition et de la faim de façon chronique. Cette situation s'est fortement empirée.

9. Il faut urgemment mettre en place une protection sociale, une pension de vieillesse et des transferts monétaires pour les nombreuses personnes que le tremblement de terre a laissées sans abri, surtout les personnes âgées ou handicapées, les parents seuls et les enfants orphelins, ces groupes de la population particulièrement vulnérables qui ont besoin de prestations sociales. Néanmoins, la Confédération syndicale internationale est convaincue que la communauté internationale et le gouvernement haïtien doivent saisir cette occasion pour établir un seuil de protection sociale minimale en étroite coopération avec l'OIT et en faire bénéficier les millions de travailleuses et de travailleurs aux emplois précaires, peu rémunérés, informels et non protégés, ainsi que les groupes de personnes vulnérables d'Haïti qui ne sont pas en mesure de subvenir aux besoins de leur famille. Les programmes de sécurité sociale peuvent faire office de stabilisateurs économiques et apporter une réponse à la pauvreté dans le long terme.

10. Le dialogue social est également au cœur d'un nouveau développement d'Haïti. Il convient d'adopter un véritable pacte social basé sur le tripartisme pour surmonter la situation actuelle. Les organisations syndicales sont disposées à soutenir cette démarche et à associer leurs forces à celles du gouvernement, des autorités locales, des employeurs et de la communauté internationale.

11. Une bonne gouvernance, s'accompagnant forcément du respect total des droits humains et de la main-d'œuvre, de l'état de droit, du pluralisme politique, d'institutions et de processus transparents et responsables et d'un secteur public efficient et efficace, réside au centre du processus de reprise et de développement d'Haïti. Les capacités des autorités nationales ont été fortement affaiblies par la catastrophe et de nombreux immeubles et institutions du gouvernement ont été endommagés. Il est nécessaire de consolider le gouvernement et les autorités locales, et de renforcer les services publics, dont une éducation publique de qualité, des conditions de travail sûres et décentes et des systèmes de santé, en vue d'encourager un développement durable et de restaurer la stabilité socioéconomique. Investir dans les personnes permet la mise en place des conditions nécessaires à la croissance à long terme. Plus précisément, le ministère du Travail doit être aidé par la communauté internationale pour qu'il remplisse son

rôle essentiel de promotion de l'agenda du travail décent et crée les conditions préalables au développement durable.

ANNULATION COMPLÈTE DE LA DETTE INTERNATIONALE D'HAÏTI

12. La dette internationale d'Haïti et son impact sur les futurs efforts de reconstruction nous inquiètent. Nous saluons le fait que le pays a reçu 1,2 milliard de dollars US sous forme d'annulation de la dette en application de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe) et de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IMAD) approuvées par la Banque mondiale et le FMI en juin 2009. Nous accueillons également favorablement la décision prise en mars 2010 par la Banque interaméricaine de développement d'annuler le solde de la dette étrangère d'Haïti de 479 millions de dollars US (elle se montait à un total de plus d'un milliard de dollars au moment du tremblement de terre).

13. Le mouvement syndical international demande à ce que toutes les dettes d'Haïti soient entièrement annulées par les institutions financières internationales et les autres créanciers dans le but de participer à l'immense tâche de reconstruction nationale.

14. Il est grand temps que la Banque de développement des Caraïbes accorde la priorité à un programme complet et personnalisé de soutien à la reconstruction et à la mise en place d'un nouveau développement durable pour Haïti, et le conçoive.

AIDE IMMÉDIATE ET À LONG TERME DU MOUVEMENT SYNDICAL

15. Dans les heures qui ont suivi le tremblement de terre, le mouvement syndical international a lancé une campagne de solidarité. Un sommet syndical international se tiendra les 8 et 9 avril 2010 à Saint-Domingue (République dominicaine) avec pour objectif de concevoir une feuille de route syndicale pour la reconstruction et le développement d'Haïti, et pour définir les rôles des syndicats, tant au niveau international que national, dans la reconstruction et la mise en place d'une société plus pérenne dans les années à venir. Nous sommes intimement convaincus que des pratiques sociales, environnementales et économiques durables doivent désormais encadrer le chemin emprunté par le pays.